



rapport
d'activité 2013

sommaire

Editorial p. 2

Présentation du CARI, le rapport d'activité 2013 p. 4

Le CARI dans les oasis : projet de ferme pilote en agroécologie, Jorf (Maroc) p. 6

Le RADDO p. 7

Groupe de Travail Désertification : des activités diversifiées pour un projet renouvelé p. 10

Réseau Sahel Désertification : un maillage renforcé entre les 4 plateformes permet d'agir au mieux pour une cause commune p. 12

DRYNET : des avancées et de nouveaux enjeux p. 14

pS-Eau : favoriser les échanges entre les acteurs de la Méditerranée p. 16

Le CARI, l'équipe p. 18

Les actions de terrain et de plaidoyer du CARI sont menées en partie au travers des réseaux qu'il anime et coordonne. Ces réseaux structurés et organisés participent à améliorer les actions de la société civile en termes de mobilisation des ressources, de capacité d'intervention et d'influence des décideurs politiques.



• Le Groupe de Travail Désertification est une plateforme d'acteurs français mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification. Sa force réside dans la diversité de ses acteurs : scientifiques, associations, organisations professionnelles agricoles, collectivités locales. Le CARI est initiateur et animateur du GTD depuis 2000.
www.gtdesertification.org



• Le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis est un réseau d'associations actives pour la sauvegarde des Oasis et pour la promotion du développement durable en milieu oasien en Algérie, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie. La création du RADDO répond à un cri d'alarme lancé par les oasiens d'Afrique, soucieux d'enrayer le déclin que ne cessent de subir les oasis. Le CARI est initiateur et coordinateur du RADDO depuis 2001.
www.raddo.org



• Le ReSaD est un réseau de quatre plateformes travaillant conjointement dans le cadre de la lutte contre la désertification au Burkina-Faso, au Mali, au Niger et en France. Les actions du ReSaD sont dirigées à la fois à l'échelle de ses pays membres et à l'échelle internationale. Le CARI est initiateur et coordinateur du ReSaD depuis 2010.
www.cariassociation.org/resad



• Drynet est un réseau couvrant les cinq continents et regroupant quinze partenaires dans le domaine de la lutte contre la désertification. Il regroupe des partenaires présent en Afrique du Sud, au Sénégal, à Madagascar, en Inde, au Chili, en Mauritanie, en Iran, au Pakistan, au Pays-Bas, en France, au Kazakhstan, en Bolivie, en Turquie... Le CARI est membre de Drynet depuis 2007 et a la présidence du réseau depuis 2013.
www.dry-net.org



• Le Programme Solidarité Eau est une plateforme française dédiée à la coopération décentralisée visant l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les pays en développement. Le CARI coordonne l'antenne Méditerranée du pS-Eau depuis 2000.
www.pseau.org

Le CARI investit sur la mise en place de nouveaux projets

L'année 2013 aura vu se consolider plusieurs activités du CARI, en particulier le renforcement des réseaux Drynet, ReSad et RADDO. Les activités de l'antenne Méditerranée du pS-Eau ont-elles aussi été conduites avec succès en vue d'un plus grand développement de la coopération décentralisée sur l'eau en Méditerranée. Par ailleurs le CARI, soit directement soit au nom et pour le compte des réseaux qu'il anime, a été sollicité pour son expérience autant par la société civile que par des bailleurs de fonds ou des organisations internationales : ces évolutions sont de bon augure, mais elles n'ont pas la vocation de remplacer les activités de base du CARI qui se poursuivent grâce à l'équipe désormais mieux stabilisée des permanents de la structure. Cette dernière se complexifie et prend de l'ampleur sans que les moyens soient toujours au rendez-vous. Le recrutement d'une chargée de communication au cours de l'année constitue par ailleurs la réponse à des besoins de plus en plus importants dans ce domaine. Un effort important a été consenti pour contribuer à la réflexion et l'avancement de plusieurs projets nouveaux, autant en termes d'agroécologie, que de lutte contre la désertification et pour la sauvegarde des oasis ou d'adaptation au changement climatique ; ces investissements en temps de travail ont pesé sur la structure et doivent obligatoirement se solder en 2014 par la consécration de ces efforts. Ceci d'autant plus que la conjoncture de l'aide publique au développement s'est dégradée au cours de l'année et continue de le faire, en même temps que les conditions des déplacements sur le terrain, surtout en Afrique sahélienne, semblent durablement compromises. Dans ce contexte d'incertitude il convient de consolider encore les réseaux et de poursuivre une stratégie de diversification des actions et des financements assorties des mesures nécessaires au renforcement de la structure elle-même.



Présentation du CARI

le rapport d'activité 2013

Le CARI en quelques mots :

Le CARI (Centre d'actions et de réalisations internationales) est une association de solidarité internationale basée à Viols le Fort depuis 1998. Le CARI est géré par un conseil d'administration de 15 bénévoles et animé par une équipe de 5 permanents.

Le CARI :

- agit dans le domaine du développement rural et de la lutte contre la dégradation des terres sous les effets de la désertification et du changement climatique ;
- vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la lutte contre la pauvreté ;
- concentre son action sur la gestion et la valorisation des ressources naturelles dans une optique de développement durable.

Ces activités recouvrent deux chantiers distincts mais complémentaires : agir sur le terrain et mobiliser les acteurs. Dans ce cadre le CARI adopte une démarche participative reposant sur un principe de subsidiarité ; c'est pourquoi le CARI ne travaille pas en direct mais en partenariat avec des associations au sud pour atteindre les groupes de base. Le CARI travaille également à la création de réseaux et de plateformes pour les acteurs de la société civile avec l'objectif de « faire ensemble » pour avoir un impact plus important.

Le CARI, du local à l'international

En lien étroit avec des partenaires du monde entier, il mène à la fois :



Ecojardinage à Pignan

Le CARI poursuit son action, entamée voilà plus de 10 ans et soutenue par le Conseil général, pour améliorer l'environnement et la vie sociale des familles dans un campement perdu au milieu des vignes entre Pignan et Saussan.

Des gens du voyage certes, mais quasiment sédentaires et propriétaires des terrains où ils vivent en caravane depuis 15 ou 20 ans. Certaines familles ont tenté d'habiter un logement en ville, sans succès, et sont revenues.



Terrain de La Gaussème (Pignan)

L'accent en 2013 a été mis sur le renforcement des clôtures avec un double objectif :

- montrer au voisinage et à la mairie que le campement est organisé et reste propre ;
- protéger les jardins contre le passage des chèvres, des oies, des poules, ... présents en nombre sur le campement.

Côté jardins, les parcelles, mieux clôturées, ont été agrandies, un motoculteur remis en état et le sol travaillé en vue d'y généraliser la plantation de pommes de terre au printemps.

Depuis 10 ans, des enfants ont grandi, ont suivi l'école très ponctuellement et deviennent jardiniers, modestes mais intéressés. D'autres ont fondé leur famille. Activité ferraille et RSA. La vie continue dans une forme de précarité assumée qui nous étonne mais qu'il semble difficile de modifier fondamentalement.

Projet MENA DELP

Financé par le FEM à travers la Banque mondiale (BM) à hauteur

de 1000 K\$ pour une durée de 4 ans (2013-2017), le programme MENA-DELP est un programme de soutien à des projets nationaux d'investissement en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie appuyés par un projet régional sur le partage des connaissances et la coordination entre ces cinq pays. Ce projet régional parapluie, intitulé « Projet de coordination et de partage des connaissances sur les moyens de subsistance et les écosystèmes désertiques » et coordonné par l'OSS (Observatoire du Sahara et du Sahel dont le CARI est administrateur. Il vise à renforcer les réseaux entre les organismes en charge de la mise en œuvre des projets au niveau des pays bénéficiaires, dans un esprit de solidarité et de concertation

Compte tenu des objectifs escomptés et des résultats attendus, ce projet régional vise une meilleure compréhension des liens entre les services éco-systémiques et les moyens de subsistance des populations des écosystèmes désertiques en vue d'éclairer la prise de décision.

Principales activités réalisées en 2013

La première réunion du Comité de pilotage (CoPil) s'est tenue en Juin 2013 et a rassemblé les représentants des pays bénéficiaires ainsi que la société civile à travers le RADDO (le CARI représentait le RADDO qui est membre du CoPil). Cette réunion a permis de tracer le plan d'action pour le premier semestre de mise en œuvre du projet.

Sur la base des recommandations du CoPil, le projet a entrepris le processus d'analyse des besoins des pays en matière d'études, d'ateliers et de voyages d'études. Ceci a permis de définir les activités prioritaires et d'entreprendre la réalisation de trois études thématiques :

1. Identification des potentialités et perspectives de développement pour les régions désertiques ;

2. Vulnérabilité au changement climatique des écosystèmes pastoraux et mesures d'adaptation pour l'amélioration de la productivité de l'élevage en zone désertique ;

3. Développement du secteur touristique dans les régions désertiques

Ces études ont constitué les supports de base pour les travaux de l'atelier régional sur le développement économique des zones désertiques, tenu à Marrakech du 17 au 19 Décembre 2013. Début 2014 quatre études thématiques vont être lancées :

- Inventaire analytique des techniques adaptées pour la gestion et l'aménagement des parcours au niveau des zones désertiques.

- Elaboration d'un inventaire détaillé et à jour sur les bonnes pratiques de CES/DRS adaptées aux zones désertiques et les conditions requises pour leur mise en œuvre

- Développement et valorisation des Plantes Aromatiques et Médicinales au niveau des zones désertiques

- Perspectives de développement de la sericulture exploitant les eaux géothermales dans les zones désertiques

Elections au sein de la Convention des Nations Unies de lutte contre la Désertification : Patrice Burger élu pour deux ans comme représentant de la société civile pour le WEOG

Suite à une décision instituant un panel des Organisations de la société civile (OSC) à la Convention des Nations Unies de Lutte Contre la Désertification, cinq représentants des OSCs ont été élus en fin d'année 2013 par leurs pairs accrédités dont Patrice Burger pour WEOG (west European and other group).

Ce panel auquel il est joint deux membres du Secrétariat de l'UNCCD aura en charge un certain nombre de tâches relatives à une meilleure implication de la société civile dans la mise en œuvre de la Convention.

Evaluation de 15 ans de programmes dits « d'Agroécologie » de l'AFD

Patrice Burger a été sollicité par la cellule évaluation de l'AFD pour présider aux travaux d'un groupe de références d'experts de diverses origines pour appuyer une évaluation réalisée par le GRET . Cette mission réalisée à titre gracieux a été demandé par suite d'une certaine reconnaissance de l'expérience accumulée dans ce domaine ainsi que des capacités de facilitation. Le groupe de référence s'est réuni deux fois en 2013 pour préparer et appuyer le lancement des travaux du GRET. Les travaux se poursuivront en 2014 et termineront par un séminaire de restitution au cours de l'année.

Budget CARI 2013

Budget global : 660 000 euros
Subventions publiques : 492 000 euros
Subventions privées : 150 000 euros
Masse salariale : 230 000 euros
(soit 35 % du budget global)

Statistique du site Internet

Nombre de visiteurs : 10 134
Nombre de pages vues : 24 707
Facebook : 160

Le CARI dans les oasis

Projet de ferme pilote en agroécologie, Jorf (Maroc)

L'action réalisée se structure autour d'une ferme de 4ha dont le propriétaire, Ghali Bousrabi, partenaire du CARI depuis plusieurs années est déjà engagé dans une démarche agroécologique.

Ce projet soutenu par la fondation Itancia et la fondation Nicolas Hulot, se propose de poursuivre le travail engagé en vue de créer une véritable ferme pilote pour la diffusion de pratiques agroécologiques et afin de favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles de l'oasis. Cette ferme se veut à la fois un lieu de (I) **production agricole** (II) **d'application** des principes de l'agriculture écologique et (III) un lieu de **formation et de diffusion** des pratiques agroécologiques.

Dans ce cadre, un appui technique a été réalisé auprès de l'agriculteur sur ses différents ateliers (élevage, phœniciculture, oléiculture, maraichage, grandes cultures) et des ateliers techniques ont été proposés aux agriculteurs locaux. Les sessions de formation ont abordé des notions telles que la gestion de la fertilité, le mulching, la lutte phytosanitaire, la conduite de semis sous couche chaude et la conduite d'une oliveraie. Un accompagnement technique particulier a également été apporté aux agriculteurs le souhaitant. Ceci afin de répondre à des demandes spécifiques. Les formations techniques sont assurées par des formateurs du CARI ou par des intervenants marocains partenaires du CARI.

Des journées de sensibilisation ont également été réalisées animées par l'agriculteur avec le soutien du volontaire et de l'association locale partenaire (l'APLCDPE). Ces sessions ont permis d'accueillir un public large et varié : marocains, étrangers, associations, chercheurs et même télévisions.

Au-delà de l'aspect technique, ces formations favorisent la rencontre entre les agriculteurs, à parler des difficultés communes et à partager leurs expériences.

Au final ce sont plus d'une centaine de personnes qui ont profité des activités menées sur la ferme. Aujourd'hui la ferme peut répondre aux normes de l'agriculture biologique mais cela n'empêche pas l'agriculteur de vouloir poursuivre et améliorer



sa démarche agro-écologique tout en tenant compte de la viabilité économique de son exploitation.

Cette ferme est devenue un exemple concret d'une agriculture alliant environnement et rentabilité, et offre un lieu de formation et de sensibilisation aux techniques agro-écologiques pour les agriculteurs de Jorf et sa région.

L'action du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0)

Le deuxième PACO prenait fin au mois de mars 2013.

Au bout de 2 ans, les actions du RADD0 ont concerné 121 associations en Algérie, Maroc, Tunisie et Mauritanie. Au total ce sont 182 personnes qui ont profité des formations délivrées par le RADD0, 125 personnes qui sont bénéficiaires des interventions techniques (formations préservation de semences, économie d'eau, techniques agroécologiques et réhabilitation de palmeraies) et une dizaine de projets qui ont été soutenus dans leur élaboration.

Cette deuxième phase du PACO a permis de renforcer le fonctionnement du réseau, en particulier les points focaux nationaux et accroître la visibilité du réseau aux niveaux national et international. Sur ce dernier point, la rencontre internationale de Zarzis qui clôturait le PACO en mars 2013 et à laquelle on participé plus de 120 personnes a été un événement remarquable et remarqué par de nombreux acteurs du développement au niveau bilatéral et multilatéral.

Aujourd'hui l'utilité du réseau apparaît comme une évidence partagée aussi bien au niveau du renforcement de capacités des associations (formations, échanges d'expériences, voyages d'étude) que dans le travail de plaidoyer en faveur d'un développement durable des oasis (publications thématiques, papier de position, participation aux événements nationaux et rencontres



Rencontre internationale du RADD0, Zarzis (Tunisie).

internationales). En plus du nombre grandissant de sympathisants et des demandes d'élargissement, le RADD0 peut déjà compter à son actif un renforcement du secteur associatif oasisien, une forte communication et sensibilisation des responsables publics nationaux en faveur des oasis, l'intégration de la nécessité de sauvegarder les agrosystèmes oasisiens à la déclaration de Rio+20, l'insertion de la problématique oasisienne dans divers projets internationaux, le rapprochement avec certaines collectivités oasisiennes (des élus oasisiens étaient à Zarzis et projettent de monter un réseau des maires oasisiens), la nomination du CARI en tant que représentant de la société civile au sein de l'OSS et des interpellations pour des collaborations comme avec la FAO.

RAPPEL :

Né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0) est un réseau d'associations actives au Maghreb pour la sauvegarde des oasis. Tout en étant l'un des initiateurs, le CARI y est inscrit en tant que facilitateur. Un point focal est présent dans chaque pays, l'ASOC en Tunisie, l'APEB en Algérie, l'ALCESDAM au Maroc et Tenmiya en Mauritanie.

Afin de remplir les objectifs qu'il s'est fixé et de renforcer sa dynamique de réseau, le RADD0 a déposé en 2009 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) français et de la CAIXA, banque de développement espagnole, un projet pour la gestion durable des ressources des oasis au niveau des 4 pays du réseau.

Ce projet appelé PACO (Programme d'Actions Concertées des Oasis) aujourd'hui financé par l'Agence Française de Développement, présente deux composantes :

- le renforcement des capacités de la société civile oasisienne
- et une, plus technique, sur la gestion des ressources naturelles (biodiversité, valorisation des productions, agroécologie et gestion de l'eau).



Atelier de formation en Tunisie



Atelier de restitution sur la gestion des ressources en eau à Tidjikja (Mauritanie)

Ces nombreuses évolutions très positives et croissantes soulignent la pertinence de la stratégie du RADDO et la nécessité de poursuivre le renforcement des plates-formes nationales qui constituent l'assise et la légitimité du réseau. C'est en réussissant à systématiser le fonctionnement en réseau entre les associations oasiennes et au service des oasiens que le réseau pourra continuer à renforcer la concertation entre société civile et pouvoirs publics comme son plaidoyer en faveur des oasis. Si les acquis peuvent déjà être considérés comme un succès, celui-ci ne peut être confirmé qu'à la condition que les nouveaux développements en cours et l'articulation avec d'autres projets et réseaux puissent être « digérés » par le RADDO. Pour cela il faut un minimum de temps.

Ainsi l'année 2013 a vu le renouvellement des équipes afin d'assurer la poursuite du travail mené par le RADDO. L'AOFEP a pris la responsabilité de point focal au Maroc, l'ASOC a changé de conseil d'administration et la coordination de l'APEB a été renouvelée.

Sur cette nouvelle base, l'AFD a réitéré son soutien au RADDO avec le financement d'une nouvelle phase PACO qui a débuté en septembre 2013. Cette nouvelle phase est centrée sur le

renforcement des plates-formes nationales en fournissant aux points focaux les moyens notamment humains et aussi les méthodes et outils pour animer et gérer. Ceci tout en poursuivant les activités menées en faveur des associations oasiennes elles-mêmes. De la même façon, le PACO 3 doit permettre au RADDO de poursuivre les actions de plaidoyer engagées auprès des pouvoirs publics en renforçant sa communication, son rapprochement avec les scientifiques et en poursuivant son conseil dans différents travaux et projets menés aux niveaux national et international. Ainsi, le comité de suivi permanent du RADDO était en décembre au siège de la FAO pour inscrire les oasis dans le projet de grande muraille verte porté par l'Union Africaine. Le RADDO profite également de cette nouvelle phase pour élargir le réseau à 2 nouveaux pays : le Tchad et le Niger.

Le PACO en chiffre

- Plus de 300 bénéficiaires directs des activités menées dans le cadre du PACO
- Une lettre d'information reçue par plus 1 000 personnes
- Près de 15 000 visiteurs sur le site Internet depuis sa création et la création d'une page Facebook (près de 300 fans)
- Participation à 24 événements nationaux et 7 événements internationaux (Conventions des Nations unies sur la lutte contre la désertification, sur le changement climatique, le forum mondial de l'eau, le Forum social mondial, Forum international tourisme solidaire...) où les membres du RADDO ont porté la question oasienne
- L'inscription des oasis dans 3 déclarations internationales dont Rio +20.

Projet d'appui à la mise en place d'une plateforme des associations Oasiennes pour la sauvegarde de l'oasis de Tidjikja (PASOT)

Le PASOT soutenu par l'Union Européenne et mis en œuvre avec notre partenaire Tenmiya vient renforcer la dynamique du RADDO en Mauritanie. Il vise à promouvoir la participation de la société civile à la définition, la mise en

Statistiques du site Internet RADDO

Year	Page Views	Unique Visits	First Time Visits	Returning Visits
2013	15,838	7,366	5,427	1,939
2012	12,547	5,890	4,733	1,157
2011	10,888	3,979	3,087	892
2010	3,705	1,301	1,068	233



Visite de terrain lors de la rencontre internationale du RADD



COP 18 changement climatique, Doha (Qatar)

œuvre et le suivi des politiques de développement local de l'oasis de Tidjikja. Pour cela il visait le renforcement des OSC en matière de participation et de contrôle citoyen des politiques publiques et la mise en place d'un comité local de concertation.

Au final :

- Plus de 300 personnes de la Commune ont été sensibilisées sur l'importance de l'écosystème oasien et les risques et menaces qui pèsent sur l'oasis
- 49 Acteurs locaux : Commune, Services déconcentrés de l'État, Associations oasiennes et Partenaires au développement, ont vu leurs capacités renforcées en techniques de plaidoyer, en gestion administrative et financière des OSC et

sur les dispositifs légaux de concertation et collaboration en Mauritanie

- Une démarche de concertation et de participation a été enclenchée au niveau de la Commune
- Une Stratégie de sauvegarde et de développement de l'oasis a été élaborée avec la participation de tous les acteurs, prenant ainsi en compte les préoccupations de tous et valorisant les savoirs-faire locaux

• Un comité de concertation a été mise en place au niveau de la Commune, regroupant tous les acteurs locaux autour de la stratégie de sauvegarde et de développement de l'oasis. Ce comité constituera, pendant et après la réalisation de l'action, le cadre de concertation : commune, OSC, organisations internationales, services déconcentrés et bailleurs pour les questions relatives à la sauvegarde et le développement de l'Oasis de Tidjikja. Il se veut un espace de rencontres, d'échanges, d'arbitrage et de décision à l'échelle communale. Ceci pour mieux canaliser les énergies, les tensions, les moyens et les initiatives, la solidarité des citoyens, de leurs leaders, de leurs organisations, des élus et des représentants de l'état afin d'assurer la maîtrise locale du développement sur le territoire

- La définition d'un projet associatif commun autour de la préservation et du développement de l'oasis

• La mise en place d'une plateforme associative regroupant les 4 associations de gestion participative de l'oasis de Tidjikja.

Groupe de Travail Désertification :

des activités diversifiées pour un projet renouvelé

Unique en son genre, le GTD est une plateforme française multi-acteurs regroupant des ONGs, des scientifiques et des collectivités locales. Dès sa création en 2001, le GTD s'est positionné dans le sillage de la CNULCD afin d'assurer une bonne compréhension de cet instrument par le plus grand nombre. Reconnu par les pouvoirs publics français qui le financent, le GTD a, en 2013, mené différentes activités.

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer, 2 membres du GTD ont participé avec le ReSaD à la 2^{ème} Conférence Scientifique de la CNULCD à Bonn (Allemagne) en avril 2013. Dans ce cadre, le GTD a organisé avec Drynet un side event intitulé : « L'Agro écologie, un outil puissant pour le développement des zones arides », où son travail et sa capacité d'analyse ont été salués. En septembre 2013, il était aussi présent à Windhoek (Namibie) pour la COP 11, et a participé avec le ReSaD à de nombreuses actions. Il s'est distingué entre autres lors d'une ODS (session plénière

permettant à la société civile de s'exprimer face aux représentants d'Etats) où Christian Houdus (EauVive) était à la tribune pour exprimer la position du GTD et du ReSaD. Enfin, en tant que membre de la délégation française, les membres du GTD ont été invités à un dîner chez Madame l'ambassadeur, avec la nouvelle secrétaire exécutive de la CNULCD, Monique Barbut, nommée lors de cette dernière COP. Cela a été l'occasion pour les membres du GTD de faire connaître ses actions et ses positions à ces différents partenaires.

En octobre 2013, un comité de pilotage a été organisé afin de restituer les conclusions de cette

désertification



Christian Houdus en plénière



Avec madame l'ambassadrice de France



Atelier GTD : agroécologie et territoire



le groupe GTD



Atelier GTD : agroécologie et territoire

Fiches techniques de LCD et base de données : des outils de diffusion à large spectre

Tout au long de l'année 2013, 3 stagiaires (Mona Leroy, Laetitia Stroesser et Caroline Bascouls) se sont succédées pour élaborer des fiches techniques synthétisant les connaissances actuelles (écrites ou orales) en matière de LCD. Chaque fiche traite d'une technique en particulier, qui est présentée selon un canevas commun à toutes. 20 fiches au total ont été rédigées et envoyées à tout le réseau (GTD, ReSaD...). En parallèle, un recensement de la bibliographie existante sur une large diversité de techniques a été réalisé sous la forme d'une base de données. Cette base n'a pas encore d'interface opérationnelle, mais devra à terme permettre de centraliser de manière exhaustive les références ainsi capitalisées et de faciliter leur accessibilité pour le plus grand nombre.

COP II, de faire le point sur les activités passées du GTD et de préparer les activités à venir. Cela a permis de proposer 3 axes d'action majeurs :

- peser sur la décision politique dans le cadre de la CNULCD ;
- accompagner l'action des membres du GTD ;
- mobiliser l'opinion public.



Ce comité de pilotage a aussi été l'occasion de programmer un atelier de travail du GTD sur Agroécologie et Territoires. Cet atelier a eu lieu les 22 et 23 janvier 2014 à Montpellier). L'objectif de cet atelier est de poser les bases pour la construction d'un guide d'accompagnement pour le montage de projets de développement des territoires selon une approche agroécologique. Il a réuni 30 partenaires, aussi bien des ONG que des scientifiques et des collectivités locales.

Une collection de marques pages pour sensibiliser le grand public

Le GTD initie une collection de 7 marques pages reprenant 7 grandes régions du monde touchées par la désertification. L'objectif de cet outil est de sensibiliser le plus grand nombre au phénomène de la désertification, en illustrant les problématiques associées à la désertification comme la perte de fertilité des sols, la perte de biodiversité et l'exode rural, avec des exemples de différentes régions du monde. Fidèle à son objectif de facilitation de la compréhension du processus de désertification, le GTD cherche, à travers ces marques pages (3 finalisés en janvier 2014), à orienter les personnes qui s'y intéressent vers une page web explicitant plus en détail le processus et les idées avancées. L'association avec des témoignages de partenaires des 7 régions permet de rendre cette réalité plus concrète, espérant ainsi favoriser la prise de conscience.

Réseau Sahel Désertification :

un maillage renforcé entre les 4 plateformes permet d'agir au mieux pour une cause commune

Les 4 plateformes du Réseau Sahel Désertification (GTD, SPONG, GCoZa et CNCOD) se sont retrouvées :

- à Bonn (Allemagne) en avril 2013, lors de la 2ème Conférence Scientifique de la CNULCD
- à Windhoek (Namibie) en septembre 2013, lors de la 11ème COP

Cela a été l'occasion pour le réseau d'échanger avec les autres organisations de la société civile venues des différents continents, de participer à l'élaboration des positions des OSCs sur les thèmes traités en sessions plénières et d'organiser un certain nombre d'évènements parallèles. A Windhoek, le ReSaD a été particulièrement remarqué lors du side event qu'il a organisé dans le pavillon africain où il a pu présenter et discuter ses objectifs, ses missions et ses résultats. La

richesse des échanges obtenus lors de cet évènement va de pair avec la visibilité grandissante de ce réseau, qui est en passe de devenir un des interlocuteurs majeurs de la société civile dans la région sahélienne.

L'efficacité et la pertinence de ce réseau sont liées entre autres à une réelle volonté de renforcement des capacités des membres du ReSaD. Une formation a été organisée en juin 2013, à Agadir (Maroc), sur l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer. Cette atelier a été accessible à 2 membres de chaque plateforme et a permis de donner des connaissances de base solides aux différents partenaires. Il a été suivi en décembre 2013 par une session de travail de 2 jours à Montpellier, où les points focaux ReSaD des diffé-

Le ReSaD, l'union de 4 plateformes majeures de la société civile au Sahel

La création du ReSaD est issue de la volonté de croire en la capacité du travail en réseau à produire des résultats meilleurs à la somme de résultats individuels pour les membres de ce réseau. Le ReSaD aujourd'hui c'est :

- France : le Groupe de Travail Désertification rassemble 28 partenaires (ONG, scientifiques, collectivités locales)
- Burkina Faso : le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) regroupe 134 partenaires (ONG et Associations nationales ou internationales de développement)
- Niger : le Comité National de Coordination des ONG sur la Désertification (CNCOD) est constitué de 11 collectifs d'OSC
- Mali : le Groupe de Coordination des Zones Arides (GCoZa) est composé de 4 plateformes (d'ONG, OSC, scientifiques,...)

A la veille de sa quatrième année d'existence, les actions et réalisations du ReSaD montrent aujourd'hui que la dynamique de réseautage permet de faire avancer des questions essentielles sur différentes thématiques en favorisant (1) la concertation à l'échelle nationale, régionale et internationale, (2) le renforcement des capacités des acteurs locaux et des institutions, (3) la contribution aux politiques publiques de développement, (4) la mutualisation, la capitalisation des leçons et expériences, et la communication à destination des acteurs impliqués dans la LCD et (5) la mobilisation de l'opinion publique.

Avec Monique Barbut, un des sides event (agro éco Bonn)



Side event ReSaD

rents pays ont pu travailler ensemble sur les processus d'élaboration et d'alignement des Plan d'Actions Nationaux (PAN) de leurs pays respectifs. Ils ont ainsi pu faire émerger une stratégie de plaidoyer spécifique à chaque pays sur ce thème, mais aussi une stratégie collective que le réseau souhaite mener sur le devenir des PANs dans le cadre de la CNULCD.

bilan des 4 années passées (ReSaD I / 2010-2014) et de commencer à planifier les années à venir (ReSaD II / 2014-2016). Au-delà des activités liées à la CNULCD et au renforcement des capacités de ces membres, le ReSaD prévoit de se positionner clairement dans le cadre de l'IGMVSS . En effet, le réseau est engagé en tant que société civile dans cette initiative et est sollicité par le biais de son point focal au Burkina Faso pour participer à divers évènements (concertation pour l'élaboration de la stratégie harmonisée, atelier IGMVSS organisé par la FAO à Rome...). En outre, le ReSaD est en discussion depuis un an maintenant avec le Mécanisme Mondial (MM) pour être l'un des réseaux mobilisé dans le cadre du projet Fleuve , au coté de Drynet et du RADD0 , sous la coordination du CARI .

Le CNCOD s'appuie sur le ReSaD pour organiser un atelier majeur à Dosso au Niger : Forum de formation et d'information des acteurs de la société civile sur l'IGMVSS

Plus de 120 personnes se sont réunies du 26 au 29 novembre dernier à Dosso, à 120 km de Niamey au Niger. L'objectif de cet atelier a été de créer un espace de dialogue ouvert de la société civile avec les différentes institutions impliquées dans l'IGMVSS. Cet atelier a réuni plus de 100 participants venant de 8 régions du Niger : collectivités locales, organisations de la société civile, institutions telles que la FAO, le PASOC , et agents des ministères... Aux termes de ces travaux, la société civile a formulé des recommandations et a produit une déclaration dans le cadre de cette initiative.

Enfin, le travail collectif du ReSaD a permis de nourrir les activités des différentes plateformes. Des sessions de formation et d'information ont été organisées dans les 4 pays, le travail de caractérisation des acteurs de la LCD a été poursuivi et l'implication des points focaux dans les réseaux nationaux de la société civile a permis de favoriser une circulation des informations dans le domaine de la lutte contre la désertification.

Le GTD, le ReSaD et Drynet unissent leurs forces pour la COP 11 et provoquent des réactions en utilisant l'humour !

Les réseaux ont souhaité se mobiliser pour des questions majeures liées à cette COP 11 et ont choisi un mode d'expression percutant pour attirer l'attention des participants. L'utilisation de cartes postales, qui avait déjà été un succès lors des précédentes COPs, a encore une fois porté ses fruits. Elles ont été distribuées, projetées en session plénière et sont aujourd'hui reprises par diverses institutions lors d'évènements associés à ces thématiques (réunion FAO à Rome, décembre 2013).



Side Event ReSaD COP 11 (Namibie)

- OSC : Organisation de la Société Civile
- CNULCD : Convention des Nations Unies de Lutte Contre la Désertification
- COP : Conference Of Parties (Conférence des Parties)
- PAN : Plan d'Actions Nationaux
- IGMVSS : Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel
- MM : Mécanisme Mondial

Cette phase de travail à Montpellier a été aussi l'occasion pour les membres du ReSaD de faire le

Réseau Drynet : des avancées et de nouveaux enjeux



Manifestation Drynet COP 11 Namibie

L'année 2013 constituait pour le réseau Drynet une étape importante dans la mesure où le financement triennal de la Coopération Suisse (SDC) arrivait à son terme. Le même constat que pour le précédent financement d'origine Union Européenne a pu être fait : si les bailleurs de fonds sont souvent séduits par la naissance d'un réseau et prêts à financer le premier stade, il est difficile de les convaincre de soutenir ces initiatives à long terme. Le syndrome d'un processus de développement où il suffirait de lancer des initiatives durables avec des investissements initiaux reste prégnant. Ce serait oublier un peu vite que l'environnement dans lequel agissent les organisations de la société civile n'est pas toujours stable et les facteurs limitants sont incomparablement plus nombreux et forts dans les pays en développement dans lesquels agissent nos partenaires. La nécessité d'accompagnement organisationnel dans la durée à la fois pour travailler sur le réseau lui-même et sur son environnement devraient être des engagements de plus long terme.

Deux importantes rencontres du réseau ont pu avoir lieu : la première organisée par TEMA à Istanbul (Turquie) au printemps 2013 a permis de revenir sur l'évaluation du réseau réalisée fin 2012 et d'en discuter collectivement les princi-

paux enseignements pour la suite. Mais aussi d'en déduire les orientations futures de la structure y compris sur le plan fonctionnel ; par exemple vérifier dans quelle mesure le réseau doit se doter d'une personnalité juridique et les modalités pour y parvenir. Ce qui a inévitablement posé des questions sur les modes de gouvernance et de financement par les membres. L'élargissement à de nouveaux membres pour donner une suite aux demandes existantes a également été évoqué. Both ENDS, actuel gestionnaire du projet et responsable envers la Suisse, a mis en évidence certaines difficultés de communication et surtout son corollaire de consommation de temps et d'énergie pour maintenir une dynamique avec autant de partenaires (15) dans autant de pays (17). Un processus d'élection eut lieu pour désigner un conseil d'administration de cinq organisations. Parmi les décisions prises figurait aussi le choix de confier à trois organisations (CARI, PROBIOMA et Both ENDS) le soin de concevoir et écrire de nouvelles propositions de projet.

Ces discussions se sont poursuivies à l'occasion d'une réunion de transfert des responsabilités entre l'ancien comité de pilotage et le nouveau conseil d'administration de Drynet. Ce fut à



Side event Drynet COP 11 Namibie



Side event Drynet COP 11 Namibie

Windhoek en Namibie en septembre 2013 en jonction avec une participation de quasiment tous les membres du réseau à la 11^{ème} Conférence des Parties de l'UNCCD. Diverses décisions formelles ont été validées par le nouveau CA dont la nomination de Patrice Burger du CARI à la présidence de Drynet et d'Emmanuel Seck de ENDA Energie à la Vice présidence. Il a également été décidé de considérer Drynet comme une organisation ombrelle et de doter Drynet, à moyen terme, de statuts. De même le principe de l'élargissement à de nouveaux membres a été approuvé ainsi que le principe du paiement d'une cotisation. TEMA a été retenu comme la nouvelle coordination de Drynet.

Au cours de la 11^{ème} Conférence des Parties (COP), Drynet a pesé pour la prise de décision concernant la formalisation d'un panel mixte Organisations de la société civile (OSC) et Secrétariat en vue d'augmenter la quantité et la qualité de la participation de la société civile. La reconstitution du 6^{ème} fonds du FEM a aussi été questionnée sous l'angle d'une plus grande allocation à la dégradation des terres – toujours le parent pauvre – mais aussi sur l'absence d'un choix déterminé pour les agricultures écolo-

giques dans les orientations du programme de sécurité alimentaire pour l'Afrique. Sous l'impulsion de Drynet et avec l'ensemble des OSCs présentes, COPII a connu une des premières manifestations organisées par la société civile dans le cadre de l'UNCCD. Ceci pour dénoncer l'admission à titre d'observateurs de certaines multinationales comme Syngenta impliquées dans les technologies de manipulations du *germplasm* comme les OGM ou les semences sélectionnées. Des discussions et des side event communs ont été menés avec WOCAT et devraient aboutir à un protocole d'accord entre les deux structures. Enfin cette présence à la COP a aussi permis de rencontrer pour la première fois Mme Monique Barbut, nouvelle secrétaire Exécutive de l'UNCCD qui venait prendre son poste. Cette dernière a fait état de son ambition d'aller de l'avant en termes de mise en œuvre de l'UNCCD sur le terrain.

Parmi les autres activités dans lesquelles le CARI a été particulièrement actif au cours de l'été figurent les Rencontres de Caux en Suisse ; elles ont permis de contribuer au thème « terres et sécurité » en mettant en relief les liens de cause à effets entre la dégradation des ressources naturelles et l'accroissement de divers facteurs d'insécurité comme l'insécurité alimentaire, les migrations ou l'instabilité sociale locale et longue distance. L'audience des rencontres de CAUX étant faite de nombreux responsables en exercice ou ayant eu un mandat passé dans le développement. CARI et EMG d'Afrique du Sud ont pu partager leurs engagements sur le terrain en animant un atelier participatif sur le lien entre bonne gestion de ressources naturelles (production de thé rooibos et oasis) et la création de revenus à la base. En marge, une rencontre formelle a pu être organisée entre Drynet, Wocat et la Coopération Suisse à Berne. La Suisse a confirmé tout son intérêt pour un partenariat entre Drynet et Wocat. CARI a prolongé la mission en Italie à Rome auprès du Mécanisme Mondial pour mieux clarifier le projet FLEUVE en discussion de longue date avec l'Union Européenne et le rôle que Drynet doit y jouer. L'année 2013 s'est finalement terminée avec le lancement par Both ENDS d'un processus de rapportage participatif doublé d'une enquête évaluation auprès d'un certain nombre de décideurs ou autres acteurs ayant collaboré avec Drynet. Le dépouillement sera connu en 2014.

En fin d'année le CARI a participé pour Drynet à la Global Soil Week à Berlin.

Favoriser les échanges entre les acteurs de la Méditerranée

Les objectifs et les missions du pS-Eau

L'objectif général du pS-Eau est de contribuer à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement en appuyant et en développant des actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. Il s'agit notamment de faciliter et encourager le développement des initiatives en faveur de l'accès à l'eau et l'assainissement

Les activités conduites par le pS-Eau pour atteindre cet objectif sont de l'ordre de :

- Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur Eau potable et assainissement
- Renforcer les compétences des acteurs du secteur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et améliorer la cohérence de leurs actions
- Valoriser et diffuser l'information nécessaire aux acteurs du secteur de l'eau potable et assainissement.

Les activités développées au sein de l'antenne Méditerranée du pS-Eau

Appui conseil en Languedoc Roussillon

Comme chaque année, un accompagnement des porteurs de projet eau et assainissement a été développé. En 2013, un appui plus important a été réalisé dans le département des Pyrénées orientales notamment à travers les échanges avec l'association Comité départemental de la coopération décentralisée. De ces échanges est ressortie l'organisation d'une soirée sur la coopération dans le domaine de l'eau à Alenya en novembre à laquelle le pS-Eau a participé. Lors de cette rencontre des échanges ont eu lieu avec certains acteurs dont notamment la ville du Soler qui souhaite développer un projet eau au sein de leur coopération avec une commune sénégalaise.

En 2013, le CARI a apporté de façon plus importante à 2 acteurs :



Rencontre avec les acteurs français de l'eau au Maroc



Rencontre avec les acteurs français de l'eau au Maroc

- le Grain qui développe des activités d'accès à l'eau dans le Yatenga au Burkina Faso. Il a été initié un rapprochement avec la ville de Chambéry qui intervient également dans cette région afin de mutualiser leurs actions. Des perspectives de développement d'une coopération décentralisée en 2014 avec une des communautés de communes du département des Pyrénées orientales sont en cours
- la Ville du Vigan : le CARI a accompagné la ville du Vigan dans la mise en place de sa coopération avec la ville de Pel Maoundé dans le Pays Dogon au Mali. L'accord de coopération sera signé en mars 2014 lors d'une visite du Maire malien.

Rencontre sur les enjeux de l'eau en Méditerranée

Une réunion « l'accès à l'eau en Méditerranée : quels enjeux, quel avenir ? » a été organisée le 22 novembre 2013 à Marseille avec le Réseau Euromed France (plateforme d'organisations de la société civile française engagées en Méditerranée). Cette rencontre avait pour objectif de créer un échange d'information et d'expérience autour de la gestion de l'eau en Méditerranée et de travailler à la mise en place d'une « feuille de route d'actions » qui pourraient être développées par la suite. Une trentaine de personnes ont participé à cette rencontre ayant un niveau de connaissance très différent sur cette problématique. Les échanges ont été nombreux et une seconde réunion a été proposée pour avancer sur la feuille de route et avoir un échange plus opérationnel.

Un axe de développement vers le Maroc

Le pS-Eau a mis en place en 2013 une information spécifique par rapport à certains pays identifiés comme cible prioritaire. Le Maroc faisant partie de ces pays il a été mis en œuvre sur 2013 deux actions spécifiques :

- la réalisation d'une lettre d'information électronique. En 2013, une seule newsletter a été envoyée mais il a été convenu par la suite d'en faire 2 par an. Pour cela, une liste de 170 acteurs français impliqués dans la gestion de l'eau au Maroc a été établie à qui l'information a été diffusée.
- La réalisation d'une réunion d'échange d'expérience qui s'est déroulée en janvier 2014 à Paris qui a permis de regrouper plus d'une vingtaine de ces acteurs et d'initier une première série d'échanges et surtout de relever les attentes qu'il pouvait y avoir pour ce genre de rencontre. Sur ce point il en est ressorti un grand intérêt pour ces journées d'échanges avec des perspectives plus importantes notamment pour faciliter les contacts entre les collectivités marocaines et françaises.
- Un des objectifs de ce travail sur le Maroc est de pouvoir mettre en place un partenariat avec un acteur marocain qui aurait un rôle équivalent au pS-Eau pour le Maroc afin de consolider les liens et favoriser le développement des échanges franco-marocains sur les enjeux liés à l'eau.

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2013

LEPLAIDEUR Alain : *Président, Expert du développement retraité*
CORNET Antoine : *Vice Président, écologue et directeur de recherche émérite*
MARTY André : *Vice Président, Sociologie pastoraliste retraité*
CATHERINE Alain : *Trésorier, Agriculteur retraité*
REQUIER-DESJARDIN Mélanie : *Secrétaire, enseignante / chercheur*
AMOUROUX Didier : *Président association Ponterranga*
BERTON Sylvain : *Directeur des opérations d'Agrisud international*
BOUTONNET Françoise : *Acteur du développement rural retraité*
BUTTET Georges : *Paysan retraité*
DUFUMIER Marc : *Agronome retraité*
HERRMANN Michel : *Agriculteur biologique*
LUCAS Xavier : *Responsable export entreprise Focus*
MOREZ Robert : *Consultant international en agroécologie*
PLANTIER : *Consultant en agriculture Bio*
SILVESTRE Richard : *Assureur retraité*



Assemblée générale 2013



Patrice Burger, Jean Baptiste Cheneval, Adeline Derkimba, Christophe Brossé, Caroline Bascouls et Géraldine Allemand

PERMANENTS 2013

Directeur : BURGER Patrice
Adjoint administratif et financier et chargé de projets :
 BROSSÉ Christophe
Coordinateur projet oasis :
 CHENEVAL Jean-Baptiste
Chargée de projets réseau désertification :
 FAURE Stéphanie, DERKIMBA Adeline
Chargée de communication
 ALLEMAND Géraldine
Volontaire en Tunisie :
 MORGAUX Amélie, BELMSAGUEM Noura
Volontaire au Maroc
 MOUHSSIN Omar, BEN SAOUD Haifa
Volontaire en Mauritanie
 Amadou SENY SALE
Stagiaires :
 Juliette DERIAN, Laetitia STROESSER,
 Caroline BASCOULS et Mona LEROY

INTERVENANTS PROJETS AGRECOLOGIE 2013

DE PEYER Andy et Yvette : *Agriculteurs bio en Cévennes*
HERMANN Michel : *Pépiniériste bio dans les Cévennes*
PETRIMAUX Stéphane : *Agriculteur en agroécologie*
SEARLE Grégory : *Agriculteur bio à Aniane*



Formation couche chaude, Michel Herrmann

Les bailleurs du Cari en 2013



Les partenaires du Cari en 2013





CENTRE D' ACTIONS ET DE REALISATIONS INTERNATIONALES

Rue du Courreau 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 (33) 04 67 55 61 18 - Fax 00 (33) 04 67 55 74 37
Mail : cariassociation@yahoo.fr
Site : www.cariassociation.org

